



Industrie
Canada

Industry
Canada

Canada

Accueil > Salle des médias > Discours

Mot d'ouverture

L'honorable Tony Clement, C.P., député
Ministre de l'industrie

Conférence Canada 3.0 : définir l'avenir numérique du Canada

Stratford Rotary Complex
Stratford (Ontario)
Le 8 juin 2009

La version prononcée fait foi

Merci de votre aimable présentation, et bonjour à tous!

Je voudrais d'abord féliciter Open Text, le Canadian Digital Media Network et l'Institut Stratford de l'Université de Waterloo d'avoir organisé cette conférence visionnaire.

Canada 3.0 est un titre judicieux pour cette conférence parce qu'elle nous invite tous à regarder plus loin, à adopter une perspective à plus long terme. À imaginer ce que nous réserve l'avenir puis à nous y préparer — ou mieux, à créer cet avenir.

Cette conférence arrive aussi à un moment judicieux. Il y a quelques semaines à peine, le premier ministre Stephen Harper et moi avons eu l'occasion de rencontrer les PDG de certaines des plus éminentes entreprises canadiennes du domaine des technologies de l'information et des communications (TIC). Nous avons ainsi pu découvrir leurs idées, comprendre leur vision et connaître leurs points de vue sur votre industrie. Dans quelques semaines, je coprésiderai un forum sur l'économie numérique. Il visera à ébaucher les grandes lignes d'un plan d'action numérique pour le Canada. Canada 3.0 arrive à point nommé pour guider ces discussions et tracer la voie à suivre.

Donc, bravo aux organisateurs et à chacun de vous qui êtes réunis ici pour partager votre passion, votre enthousiasme, votre énergie et vos idées sur l'avenir de l'économie numérique.

Pour commencer, laissez-moi vous dire que je crois que les médias numériques transformeront notre économie de façon inimaginable et deviendront un nouveau moteur de la croissance économique. Comme vous le savez, le Conseil des académies canadiennes a récemment souligné que les nouveaux médias devraient connaître une croissance vertigineuse au Canada. On s'attend à ce que la valeur mondiale du secteur des médias numériques atteigne 2,2 billions de dollars américains au cours des cinq prochaines années.

Il s'agit là d'un potentiel énorme et d'incroyables possibilités pour un pays comme le nôtre, si riche en talents et en technologies. C'est la raison pour laquelle le gouvernement s'est engagé à élaborer un plan d'action sur l'économie numérique, en collaboration avec vous et d'autres experts. Ce plan placera le Canada en tête de ligne, ce qui favorisera l'innovation et la prospérité pour les décennies à venir.

Maintenant, je sais, comme vous, que l'avenir des médias numériques au Canada sera façonné par des personnes comme vous dont les efforts et l'ingéniosité créent chaque jour de nouvelles idées, de nouvelles applications et de nouveaux marchés. Vous vous trouvez dans une position exceptionnelle : vous êtes en train de définir une industrie.

Cela étant dit, le gouvernement a un rôle à jouer : créer les conditions économiques qui vous permettront de réussir — en adoptant les politiques fiscales et budgétaires qui encourageront les investissements voulus et récompenseront l'initiative privée.

Le premier ministre Harper et moi le comprenons bien. Notre gouvernement le comprend bien. Nous percevons toute l'importance des médias numériques — de l'économie numérique en général et des possibilités qu'elle présente pour le Canada et pour les Canadiens. Vous nous avez parlé des atouts uniques du Canada. Et à mesure que votre secteur passe des films, de la télévision et des jeux à l'imagerie médicale, à l'industrie virtuelle et à divers domaines de la vie de tous les jours, l'économie numérique fera de plus en plus partie de notre vie. Les personnes ayant des idées y trouveront de formidables possibilités.

Sur un plan plus global, nous savons à quel point il importe d'exploiter les TIC pour stimuler la croissance économique et rehausser notre qualité de vie. C'est pourquoi nous en avons fait un des quatre domaines prioritaires de notre stratégie en matière de sciences et de technologie. Le domaine des sciences et de la technologie est devenu une constante priorité de notre gouvernement. Nous voyons bien que le Canada peut devenir un chef de file mondial en innovation, en sciences et en technologie. Nous voulons tout faire pour le favoriser.

Le succès de l'économie numérique repose sur l'édification de solides fondations, à savoir des politiques et des initiatives qui le favorisent. Et c'est déjà ce qui se produit.

En octobre 2007, Industrie Canada a été l'hôte d'un forum sur le Web participatif de l'Organisation de coopération et de développement économiques. Ce forum visait à mieux faire comprendre les répercussions des nouveaux services Web collaboratifs qui permettent aux usagers de créer et de distribuer du contenu sur le Web. Plus précisément, on s'est demandé, lors de ce forum, comment aborder la création de contenu transformé, l'innovation, une plus grande ouverture et l'accessibilité, tout en s'assurant de respecter les droits des créateurs.

D'importants travaux ont été réalisés à l'occasion de ce forum et ceux-ci ont été utilisés lors de la réunion ministérielle sur le futur de l'économie Internet de l'OCDE, qui a eu lieu à Séoul l'été dernier.

Un des éléments du Web participatif qui m'intéresse le plus est celui qui touche la façon dont les gouvernements peuvent interagir plus efficacement avec les citoyens. Je crois que l'émergence de plates-formes interactives entraînera d'importants changements qui influenceront sur les façons dont les gouvernements consultent et les citoyens participent à la démocratie, ainsi que sur la prestation de services.

Tous les ministères et les organismes gouvernementaux ont un site Web, et plusieurs offrent des services en ligne, mais ce n'est qu'un début. Je suis certain que nous pourrions accomplir de grandes réalisations, et c'est pourquoi je vous invite à nous faire part de vos idées sur la façon dont le gouvernement peut mieux utiliser le Web pour fournir des renseignements et des services et inciter les citoyens à participer davantage.

Il est primordial de rehausser la confiance des usagers envers Internet. Comme les Canadiens font de plus en plus de transactions en ligne, ils doivent être convaincus qu'elles se font en toute sécurité et que leurs renseignements personnels sont protégés. Ils doivent être à l'abri des maliciels et autres menaces diverses, comme les sites Web falsifiés, les logiciels espions et le pourriel.

Cet aspect est particulièrement urgent ici au Canada parce que nous avons le triste honneur d'être la source de presque 5 p. 100 du pourriel mondial. En termes de pourcentage du pourriel provenant d'un pays donné, le Canada se classe au quatrième rang mondial – derrière la Russie et devant le Brésil. De fait, 17 des 40 plus grands émetteurs de pourriel sont établis au Canada. Ce bilan doit changer, et je peux vous affirmer que je suis décidé à y voir.

En 2007, selon un sondage Ipsos-Reid, les Canadiens recevaient en moyenne 130 messages de pourriel par semaine — soit 51 p. 100 de plus que l'année précédente. En 2008, 80 p. 100 des PDG canadiens participant à un sondage Phoenix indiquaient que le pourriel constituait un problème pour leurs entreprises, engendrant des pertes de temps et de productivité.

Comme nous étions le seul pays du G8 à ne pas disposer de lois contre le pourriel, nous savions qu'il était grand temps d'agir. Et nous l'avons fait. En avril, nous avons proposé une loi sur la protection du commerce électronique. Elle contiendrait d'importantes mesures législatives visant à protéger la vie privée et la sécurité personnelle des Canadiens qui utilisent Internet, et à rehausser la confiance envers le marché virtuel.

Ce projet de loi veut parer au pourriel, au vol d'identité, à l'hameçonnage et aux logiciels espions. Il propose d'axer le marketing par courriel sur le consentement. Son adoption fera en sorte que le consentement préalable du destinataire sera nécessaire avant que des messages de marketing lui soient envoyés.

Nous comprenons la menace, donc nous avons donné du véritable mordant au projet de loi. Les particuliers encourront des sanctions administratives pécuniaires maximales de 1 million de dollars par infraction, et les entreprises, de 10 millions de dollars. Michael Geist, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en droit d'Internet et de cybercommerce à l'Université d'Ottawa, a dit que ces sanctions figurent parmi les plus sévères au monde. En outre, nous avons proposé un droit privé d'action qui permettra aux consommateurs et aux entreprises d'intenter un recours civil contre quiconque enfreint la loi.

Notre message aux polluposteurs est clair : nous ne voulons pas de vous, nous ne vous tolérerons pas, et si vous tentez de mener vos activités au Canada, nous vous poursuivrons.

Pour développer l'économie numérique et favoriser l'utilisation des technologies de l'information et des communications, il importe de bien comprendre les rouages du Web participatif et de mettre en place des mesures de protection des transactions en ligne des Canadiens. Toutefois, notre gouvernement est conscient que nous devons faire encore davantage.

C'est pourquoi, même si nous sommes aux prises avec la pire crise économique depuis une génération, nous avons instauré diverses mesures dans le budget de 2009, le *Plan d'action économique du Canada*, afin de redonner vie au secteur des technologies de l'information. Au total, près de 1,5 milliard de dollars ont été consacrés à cet effort.

Nous investissons dans un des éléments clés de l'infrastructure du 21^e siècle, l'accès à large bande. Comme vous le savez, l'accès à large bande est un des principaux éléments de l'économie numérique, qui permet d'enrichir le contenu, d'accroître la vitesse et de multiplier les applications. Croyez-le ou non, il y a encore des Canadiens qui ont un accès limité à ce service, voire même qui n'y ont pas accès du tout. C'est le cas notamment des personnes vivant dans des régions rurales ou éloignées.

Le *Plan d'action économique du Canada* a prévu 225 millions de dollars sur trois ans pour offrir des services à large bande dans des collectivités non desservies ou insuffisamment desservies. Nous espérons que cette mise de fonds suscitera des investissements supplémentaires en vue d'augmenter l'accès des Canadiens à d'importants avantages économiques et sociaux — y compris des services de santé, des possibilités d'affaires et du téléapprentissage en ligne. Un accès élargi à Internet favorisera le développement économique, stimulera l'innovation et améliorera la qualité

de vie dans des centaines de collectivités de toutes les régions du pays. Il s'agit assurément d'un but que nous devons poursuivre.

Comme vous le savez très bien, les TIC ont de profondes implications pour les entreprises, grandes et petites. Elles leur permettent de mieux servir leurs clients proches ou lointains. Elles transforment la façon dont les entreprises gèrent leurs chaînes d'approvisionnement. Elles augmentent leur rayonnement et elles améliorent leur accès à l'information, leur capacité d'augmenter leur part de marché et leur aptitude à personnaliser leurs produits. Les TIC permettent de gagner du temps, d'améliorer la qualité et d'augmenter l'efficacité des activités. Quelqu'un m'a fait valoir récemment que la révolution numérique est aussi profonde que la révolution industrielle.

Pour favoriser l'adoption de cette technologie transformationnelle, le *Plan d'action économique du Canada* a prévu l'amortissement fiscal intégral du matériel informatique et des logiciels système. L'Association canadienne de la technologie de l'information (ACTI) a jugé qu'à elle seule, cette mesure augmentera de 700 millions de dollars le marché des TIC dans les deux prochaines années.

Notre plan d'action a prévu 500 millions de dollars pour l'Inforoute Santé du Canada, avec pour objectif de permettre à 50 p. 100 des Canadiens d'avoir accès à leur dossier de santé par voie électronique d'ici 2010. À titre d'ancien ministre de la Santé, je peux affirmer que les dossiers électroniques de la santé présentent un potentiel énorme — non seulement pour réduire les délais d'attente, mais aussi pour améliorer les soins et réduire les coûts. La technologie est disponible, les avantages sont évidents et il est temps d'agir.

Comme le ministre d'État Goodyear l'a indiqué, nous avons accru notre soutien au Programme d'aide à la recherche industrielle qui offre un accès à des conseils techniques et à des solutions d'affaires, en plus d'un appui financier aux petites et moyennes entreprises en croissance. La somme de 200 millions de dollars qui sera versée au Programme permettra de doubler sa contribution aux entreprises émergentes et de créer 600 postes de stagiaires pour les diplômés en sciences et en affaires.

Il y a tout juste quelques semaines, la ministre d'État (Petite Entreprise et Tourisme), l'honorable Diane Ablonczy, a annoncé la création du Programme de stages dans les petites entreprises. Ce programme permettra aux petites et moyennes entreprises d'engager 400 étudiants stagiaires par année, qui pourront aider à la réalisation de projets de technologies de l'information et des communications, ce qui améliorera la productivité et la compétitivité.

Il s'agit d'excellentes nouvelles pour votre industrie.

Dans une économie numérique qui foisonne d'idées, d'imagination et d'ingéniosité, notre ressource naturelle la plus importante est une main-d'œuvre très instruite. Le gouvernement peut aider, notamment, en investissant dans la recherche liée à l'enseignement supérieur. Et c'est ce que nous faisons en élargissant le Programme de bourses d'études supérieures du Canada et en augmentant le financement accordé aux conseils subventionnaires nationaux.

Lors du budget de 2008, nous avons créé le Programme de bourses d'études supérieures du Canada Vanier qui a été conçu pour attirer et retenir des étudiants de doctorat de calibre mondial ayant des compétences en leadership et étant aptes à poursuivre des études universitaires de très haut niveau.

Le Programme appuiera jusqu'à 500 étudiants au doctorat de calibre mondial par année. Nos universités tireront parti des connaissances de ces étudiants maintenant et plus tard.

Les Instituts de recherche en santé du Canada, le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada et le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada ont vu leur

budget augmenter, respectivement, de 40 millions, 85 millions et 80 millions de dollars par année, lors des budgets de 2006, de 2007 et de 2008. Ces augmentations sont cumulatives, permanentes, et progressives.

Certains des travaux de recherche les plus innovateurs et les plus remarquables se font au Perimeter Institute for Theoretical Physics, à Waterloo. Le *Plan d'action économique du Canada* a octroyé 50 millions de dollars à l'Institut, pour qu'il puisse continuer de formuler des concepts importants pour des domaines aussi divers que l'astronomie, les neurosciences, les mathématiques pures et les sciences informatiques. J'ai été emballé d'apprendre en novembre que Stephen Hawking avait accepté la première chaire de recherche distinguée à l'Institut.

En avril, faisant suite à un autre engagement pris dans notre plan d'action économique, nous avons annoncé un investissement stratégique de 50 millions de dollars dans l'Institute for Quantum Computing (IQC) de l'Université de Waterloo. Cet investissement aidera à faire du Canada un chef de file mondial dans la technologie quantique et à attirer certains des chercheurs et étudiants les plus brillants du Canada et du monde entier.

De façon plus générale, le *Plan d'action économique du Canada* a continué de réduire l'imposition des sociétés, de façon à rehausser la compétitivité de nos entreprises et de rendre notre pays plus attrayant pour les investisseurs étrangers. Le taux actuel de 22 p. 100 est destiné à passer à 15 p. 100 d'ici 2012, soit le plus faible taux d'imposition des sociétés du G7. Compte tenu des mesures fiscales prévues par nos budgets précédents, l'imposition fédérale est en voie de baisser à son niveau le plus bas depuis 50 ans.

J'ai été enchanté du fait que dans l'ensemble, notre plan d'action économique a été si bien reçu par le milieu des TIC et que l'ACTI l'a évalué si favorablement. Le président de l'ACTI, Bernard Courtois, a dit que notre plan est bon pour notre industrie, mais aussi excellent pour l'économie et qu'il s'agit d'une politique publique particulièrement judicieuse.

Des politiques publiques particulièrement judicieuses, voilà précisément ce dont l'économie numérique a besoin. Et c'est ce que notre gouvernement s'efforce de mettre en place — en comprenant leur importance, en en faisant une priorité, et en finançant ce qui les alimentera et facilitera leur croissance. En outre, nous tentons de tracer la voie de l'avenir numérique du Canada de façon, comme l'indiquent les documents de la conférence, à créer de nouvelles possibilités pour les entreprises et de nouveaux emplois.

Par-dessus tout, nous tenons à coopérer avec ceux d'entre vous qui connaissent le mieux l'économie numérique et à les consulter. Nous voulons vos suggestions et vos idées afin que le Canada soit non seulement un **participant** à l'économie numérique, mais un **chef de file**.

Je vous remercie pour votre vision, votre ambition et votre inspiration. Dans votre domaine, on peut véritablement dire que tous les rêves peuvent devenir réalité. Et cette réalité peut être favorable pour tous les Canadiens, voire pour le monde entier.

Date de modification : 2009-06-08

